

## QUE FAIRE CONTRE LES LICENCIEMENTS ?

Lorsque la direction annonça qu'elle allait licencier 3 000 ouvriers, beaucoup de travailleurs de l'usine se posèrent la question suivante : comment empêcher cela ? Immédiatement il vint à l'esprit de certains que cette décision, la direction devait l'avoir prise depuis longtemps, et on pouvait se demander alors pourquoi les syndicats n'avaient pas pris en temps voulu des dispositions pour organiser la riposte. La riposte aux licenciements c'était, et c'est toujours, LA DIMINUTION DE LA SEMAINE DE TRAVAIL. Mais nous savons tous qu'une revendication aussi importante ne s'obtiendra pas par la "lutte pacifique et calme". La direction, en accord avec le ministère du travail, se sentait forte de son "bon droit". Le vendredi 14 Octobre elle annonce les licenciements de 3 000 travailleurs. Les premières feuilles arrivent à domicile le samedi 29 Octobre: soit 15 jours après.

La direction avait un plan préparé à l'avance, elle savait ce qu'elle voulait et elle l'a obtenu. Dans leur majorité les ouvriers n'étaient pas prêts à se battre, la plupart pensaient : "ce ne sera pas moi" ; les outilleurs disaient : "nous ne serons pas licenciés, il faut que nous donnions un coup de main à ceux qui risquent de l'être, il faut au moins faire un geste de solidarité". Mais au fond tous comprenaient que ce n'était pas les gars de chez Renault seuls qui allaient arracher les 40 heures avec le maintien du salaire intégral. Et sans victoire sur cette revendication, comment exiger que personne ne soit licencié ? Il n'y avait que les organisations syndicales pour afficher un optimisme effronté, tout cela n'était pour elles qu'un objet supplémentaire de propagande.

En fait il y avait trois possibilités. La première de faire des débrayages : cinéma que nous avons fait et qui ne servait à rien d'autre qu'à soulager la conscience de ceux qui ne seraient pas licenciés pour les "pauvres qui le seraient". La deuxième c'était d'engager la lutte avec un minimum de sérieux en espérant peut-être pas la victoire, mais pour marquer quand même le coup afin d'essayer d'étendre le mouvement et faire peur au gouvernement. La condition première d'un tel mouvement aurait été la constitution de COMITES D'ACTION (I). Cela aurait donné la possibilité à tous les travailleurs d'exprimer leur opinion sur la manière d'organiser la résistance... mais les organisations syndicales ne voulaient pas être débordées, ne voulaient pas d'actions sérieuses. Et pourtant, il y avait tout un tas de choses à faire : manifestations de rues, manifestations dans l'usine, manifestations à la direction, grèves partielles, prises de contact avec les autres usines, appels à la solidarité ouvrière et peut-être, dans une situation plus favorable, l'occupation de l'usine.

Mais pour qu'une action réussisse, il faut que les travailleurs soient convaincus qu'elle sera payante, or les travailleurs de chez Renault n'avaient pas confiance dans la manière dont les syndicats avaient organisé "la lutte" et tous les bavardages des bureaucrates syndicaux n'étaient destinés qu'à nous fatiguer. La direction le savait bien elle aussi et elle a attendu que nous nous lassions de nos grèves symboliques.

Il ne restait plus en troisième lieu que le baroud d'honneur. A défaut d'une véritable lutte, certains dirigeants syndicaux ont dû accepter l'explosion de colère des licenciés. Si cette explosion s'était produite au début, elle aurait pu mobiliser tous les ouvriers de l'usine dans des actions plus dures, à la fin elle ne pouvait que rester isolée.

La C.G.T., pour des fins de propagande, et pour effacer le dégoût qu'elle a inspiré aux travailleurs par son tract du 4 Novembre, tente de dire que de "nouvelles actions" doivent continuer. Mais cela ne trompe personne. Sans luttes violentes organisées par les travailleurs eux-mêmes il n'y a pas de résistance possible. Sans Comités d'action démocratiques, sans luttes générales pour les 40 heures, pas de possibilité de s'opposer aux licenciements d'hier et de demain.

-----  
1) Qu'est-ce que le Comité d'action ? Nous en avons eu souvent à l'époque où la C.G.T. avait besoin de mobiliser l'ensemble des travailleurs. Le comité d'action et ensuite le comité de grève c'est l'organisation directe des ouvriers dans les ateliers. C'est un comité central de lutte rassemblant les travailleurs les plus décidés, mandatés par leurs camarades, pour organiser et diriger la lutte.

### LES QUATRE GREVES

La direction a pris la décision de licencier 3 000 d'entre nous. Quelques jours après l'annonce officielle nous recevons à l'usine chacun une note de la direction nous informant de la situation actuelle et où il nous est expliqué que dans l'intérêt de tous il est préférable de licencier plutôt que de réduire les heures.

Le 19 Octobre les organisations syndicales CGT, CFTC, FO, dans un tract commun où il est beaucoup question d'unité, nous appellent à un débrayage de 2 h : de 14 à 16 h. De nombreux camarades OS se font tirer l'oreille. Ils sont payés pour savoir que dans une telle circonstance ils fourniront le plus gros pourcentage de licenciés. Nous nous retrouvons une dizaine de milliers au carrefour Zola-Kermeur et après communication de quelques télégrammes d'encouragement lus au micro, c'est le défilé jusqu'à la mairie de Boulogne où a lieu le meeting sous le regard indifférent des flics du commissariat tout proche. Mais il semble que le moral n'y soit guère, tant nous semble évidente la puérilité d'une telle action. Et c'est le retour à l'usine ni triste ni satisfait; nous avons fait aujourd'hui notre part de travail dans la lutte.

Six jours plus tard, le 25, un autre tract commun des trois syndicats CGT, CFTC, FO, nous appelle à un nouveau débrayage de 2 heures, le rassemblement est fixé au carrefour Zola - Rampe de l'île Séguin. Mais cette fois dans plusieurs secteurs de l'usine l'idée de manifester devant la direction est en train de faire son chemin. Les effectifs ont grossi (15 000) et chacun suppose les chances de réussite d'un tel rassemblement. Quelques ouvriers commencent à lancer le mot d'ordre de rassemblement devant la direction. A ce moment, la camionnette de la CGT avec micro et haut-parleur, suivie des porteurs de pancarte, se dirige vers la place de l'Église devant les bureaux d'embauche. Ceux qui crient : à la direction! sont mécontents. Il y a un peu de remous, mais tout le monde se rend au meeting. Puis c'est de nouveau le défilé jusqu'à la mairie de Boulogne.

Le 27 un nouveau débrayage d'une heure activement préparé ne regroupe qu'une petite minorité.

Le Toussaint est un mardi et l'usine fait le pont le lundi 31. C'est le jour qu'a choisi la direction pour convoquer par lettre individuelle les licenciés à se présenter au bureau d'embauche. Les syndicats invitent les licenciés à se rendre à la Bourse du Travail. Très peu d'ouvriers se présentent au bureau d'embauche. Le mercredi le travail reprend et la plupart des licenciés se rendent à l'usine et de ce fait sont connus des autres travailleurs. Si la sélection a touché des éléments dont la direction voulait se débarrasser, elle a voulu aussi préciser sa menace en général, et des travailleurs ayant 25 ans et plus de présence à l'usine, ou des situations matérielles particulièrement dures, sont parmi les licenciés.

Le jeudi 17 novembre un mot d'ordre de rétrograde de 2 h. de 16 à 17. est lancé. Le rassemblement a lieu au carrefour Bois-Jambe de l'île Béguin; les effectifs ont considérablement diminué, sans doute aussi les camarades sont-ils rentrés directement chez eux. La direction a fait fermer les portes qui conduisent à ses bureaux. La pluie se met à tomber dru et il faut se mettre à l'abri. En majorité on se réfugie à l'intérieur de l'usine et dans cet atelier quelques types sont au travail ce qui énerve particulièrement les licenciés qui sont là. Quelques bousculades et c'est de nouveau les cris de : à la direction. Des syndicalistes CGT et des porteurs de banderoles font leur possible pour contenir les gens qui s'énervent de plus en plus et l'on entend des répliques comme : " On en a marre de vos marches ", " Assez de processions dans Boulogne ", " A la direction ". Tout à coup une des grandes portes est ouverte par les manifestants, le passage est libre.

Pendant ce temps la pluie a cessé et le meeting a repris; il est décidé d'envoyer une délégation à la direction mais cette dernière refuse de la recevoir. Les responsables syndicaux informent les travailleurs de cet état de fait, la décision de la direction est des plus mal reçue et à ce moment les premières pierres étoilent les carreaux. Les délégués CGT essaient de calmer les travailleurs en se mêlant à tous les groupes. Ils leur demandent de ne pas " commettre l'irréparable ". Ils prétendent que de telles actions servent la direction qui veut lock-outer. Les ouvriers ne participent pas au saccage des bureaux. seule des licenciés énervés au maximum par toutes ces soi-disant actions et ces ballades en ville, sentant bien que dans leurs ateliers rien n'est vraiment organisé pour lutter contre les licenciements.

Le vendredi la CGT tentera dans un tract de faire reporter le poids des incidents sur les autres, la CFTC notamment. Les licenciés vont au bureau d'embauche individuellement et encore une fois la lutte a été morcelée et tout le monde s'est usé en des débrayages symboliques.

#### LES GREVES DE LA RNUR AU MANS

Le mercredi 19 Octobre à l'appel des organisations syndicales CGT et CFTC, les ouvriers de la région Renault du Mans se mettaient en grève. 90% des travailleurs formaient un long cortège qui se dirigea vers les grilles de la Préfecture. L'atmosphère était assez agitée et les grilles furent secouées et légèrement ébranlées. Vers 14h30 une délégation de responsables syndicaux fut reçue par le Préfet. Elle rapporta comme résultat le principe d'une réunion pour le lendemain entre syndicats, Préfet, inspection du travail et direction de l'usine. L'accueil de ce maigre résultat ne fut pas chaleureux. Il y eut des cris: " Pas demain, tout de suite, demain ce sera trop tard ", " Nous attendrons ici "; les délégués eurent du mal à se faire entendre, non pas parce que les ouvriers leur étaient hostiles mais parce qu'ils étaient déçus. Les délégués demandèrent la dislocation et la reprise du travail pour 16 h. Au dernier moment des groupes se formèrent et un mot d'ordre fut lancé: " A la direction! ". La plupart de ceux de l'équipe du matin rentrèrent chez eux et lorsque les autres arrivèrent à l'usine ils n'étaient plus que 1 500 avec l'intention de manifester. Mais les délégués étaient là, sur les marches d'accès au bâtiment, pour leur annoncer que Noël le directeur n'était pas là et qu'ils devaient reprendre le travail. Le lendemain le " Maine Libre " UNE félicita les responsables syndicaux pour la bonne tenue de leurs troupes.

Le mardi 25 Octobre même cérémonie : défilé avec 95% des ouvriers délégués en tête et réception de ces délégués par le Préfet; mais un service d'ordre de 1 000 gardes mobiles, gendarmes et CRS isolait la Préfecture dont les grilles avaient été réparées en un temps. Les travailleurs ont ressenti ce déploiement de casques, boucliers, matraques et fusils comme une provocation et ils n'en étaient que plus nerveux. Quand les délégués reviennent annonçant qu'un télégramme de Paris accorde un sursis aux licenciements les travailleurs blâment la manœuvre et beaucoup manifestent leur mécontentement par des cris: " Il faut rester là, c'est maintenant qu'il faut agir ". Mais les délégués proposent la reprise du travail pour ne pas perdre la prime.

Il semble qu'à ce moment, et les discussions des travailleurs le prouvent, la déception soit vive. Ils avaient fait tout ce que leurs syndicats avaient demandé; malgré cela leur échec et la manoeuvre de la direction leur apparaissaient évidents. Ils étaient venus avec l'idée de faire reculer la direction, certains pensaient même faire peut-être supprimer les licenciements, or ils s'apercevaient que leur mouvement était insuffisant et on a pu entendre des remarques comme celles-ci : " Si on veut obtenir quelque chose d'important c'est au moins huit jours qu'il faudrait s'arrêter ", " Il n'y a qu'à rester devant la Préfecture si ça peut faire quelque chose, tant pis pour la prime ". Ce fut donc la dislocation après quelques jets de boulons sur les flics devant la Préfecture.

Le mot d'ordre " A la direction " est à nouveau lancé par les plus combatifs qui se rendent à la direction. Le bureau de Noël est pris d'assaut et 150 à 200 gars sont là pour lui demander de téléphoner à Paris devant eux. Noël refuse de traiter sous la menace alors que 1 500 ouvriers à l'extérieur soutiennent ceux qui ont occupé les bureaux. Quelques propos assez vifs sont échangés entre les ouvriers et leur directeur: " Pourquoi avez-vous embauché l'an dernier ? ", " Pourquoi vous êtes vous lancé sans une étude sérieuse du marché international ? "

Noël donne quelques explications mais rapidement prend la position suivante : " Je veux bien discuter et téléphoner à Paris en présence de vos délégués mais les autres doivent sortir ". Les délégués appuient cette proposition et peu à peu les travailleurs sortent des bureaux. Dehors aussi les ouvriers s'en vont. A 20 h 30 tout était terminé et la direction décidait le lock out.

Détail pittoresque, pendant ce temps dans une réunion un dirigeant du PCF commentant les événements disait : " Nous ( le parti ) leur avons donné l'ordre ( aux ouvriers ) d'attaquer la direction. "

~~Le lendemain les ouvriers se présentent devant les grilles fermées de l'usine.~~  
Les délégués sont là pour leur développer les mêmes arguments que la veille et leur proposer un meeting à 14 heures à la Maison Sociale. Six à sept mille travailleurs y assistent et écoutent sagement pendant deux heures les discours des délégués. Le jeudi l'usine rouvre ses portes mais il est à peu près sur que cette décision fut obtenue par le Préfet qui craignait que le lendemain 27 Octobre les ouvriers lock outés se joignent à la manifestation de la FEN pour la Paix en Algérie.

Les ouvriers sont rentrés avec le sentiment que les licenciements n'étaient que retardés et que la direction après l'apaisement essaierait de renouveler sa tentative. Certains travailleurs ont alors compris la nécessité de bien définir les objectifs précis préalablement à tout mouvement de façon à mettre les gars devant leurs responsabilités réelles, car les moyens de lutte à mettre en oeuvre sont fonction de ces objectifs. On peut débrayer deux heures pour protester contre les licenciements, c'est insuffisant pour les supprimer.

Une action efficace serait d'abord de la part des syndicats de bien montrer aux ouvriers les conséquences inévitables de leurs revendications sans leur dorer la pillule, de façon à bien adapter l'importance de la revendication à celle de la lutte. C'est ainsi que les travailleurs prendront conscience de leur lutte et perdront l'habitude de se reposer sur leurs délégués.

Tôt ou tard il faut s'attendre à un rebondissement de l'affaire du Mans. Evidemment il y a un risque de violence et dans ce cas la fragile unité syndicale résistera-t-elle ? Ne risquons nous pas de voir se produire au Mans les mêmes réactions des Centrales qui après leur propre échec essaient par les moyens les plus dégoûtants de faire supporter par le concurrent la responsabilité de cet échec ?

Le vendredi 4 Novembre la direction nous avait confectionné une affiche stigmatisant les casseurs de carreaux : nos frères de misère. C'est un égard dont nous lui sommes très reconnaissants. Pendant que nous dormons la direction pense toujours à nous. Mais les travailleurs ont la tête dure, ils ne comprennent pas toujours du premier coup; c'est pourquoi le même matin la CGT nous distribuait un tract qui stigmatisait lui aussi les casseurs de carreaux : nos frères.

Mais certains travailleurs ont la tête très dure et comprennent difficilement; c'est pourquoi à midi le parti communiste a fait un autre tract qui ressemblait comme par hasard à celui de la CGT et à celui de la direction. Puis le lundi ou le mardi, puis le mercredi, encore des tracts pour taper sur ceux qui avaient tapé sur les carreaux de notre vénérée direction.

Dans son affiche la direction était indulgente pour les travailleurs. Elle ne faisait que les menacer du lock out. Elle prétendait, à juste titre, que les casseurs de vitre étaient des éléments extérieurs à l'usine ( puisqu'elle venait de les licencier ).

Mais la CGT elle, a été plus sévère que la direction; elle a accusé des travailleurs d'avoir incité les autres à de telles actions et pour montrer qu'elle ne portait pas ses accusations à la légère, elle s'est empressée de donner des noms. Ceci ayant uniquement pour but de faciliter la tâche du commissaire de Boulogne, et non par esprit de mouchardage comme le prétendent les ennemis de la classe ouvrière. La CGT s'en est prise surtout à tous ceux qui ont participé directement ou indirectement au cassage de carreaux. Tout ceci pour démontrer que ces individus sont des agents de la direction, car tout le monde sait depuis longtemps, à force de lire la littérature de la CGT, que les agents de la direction ont pour mission essentielle de casser les carreaux de leur patron.

Les portes étaient largement ouvertes dit encore le tract CGT. Alors se demandent certains, pourquoi les travailleurs ont-ils eu tellement de peine à les ouvrir ? Si la CGT a menti il faut l'en excuser; c'était surtout pour prouver que la direction de ce syndicat n'était pas dans le coup et qu'elle ne peut savoir ce qui s'est passé. C'était aussi pour prévenir la direction que contrairement à ce qu'elle pouvait penser, les portes n'étaient pas suffisamment verrouillées et gardées. Pourtant depuis les 4 grèves ces portes n'étaient pas seulement protégées par les cadenas et les gardiens, la meilleure protection a été incontestablement effectuée par les responsables CGT.

Dans quel but la CGT faisait-elle la police se demandent certains travailleurs ? Leur mandat de délégué et la reconnaissance officielle de leur syndicat ne les obligent pas à se transformer en gardiens. S'ils le font c'est bénévolement car il ne viendrait à l'idée de personne que les dirigeants CGT puissent se faire payer de tels services. Peut-être est-ce pour former ses militants que la CGT tient dès à présent à enseigner à certains les bonnes manières de garde-chicourme, au cas où l'usine tomberait entre les mains d'un directeur CGT ! Mais tant que l'usine appartient aux bourgeois, pourquoi n'apprend elle pas à ces forts à bras à se battre avec les travailleurs au lieu de le faire pour Dreyfus ?

Il est vrai qu'il y a plus de risques, mais les bonnes brutes que la CGT utilise n'ont pas beaucoup de discernement; elles ne se rendront peut-être pas compte que c'est plus dangereux.

L'attitude de la CGT était pourtant motivée par la nécessité de ne pas briser l'union des travailleurs et des syndicats. Pour faire l'union ne faut-il pas être tous d'accord? C'est pourquoi la CGT s'en est prise à tous ceux qui ne l'étaient pas avec elle. Elle les a tous dénoncés, en bloc : les soi disant provocateurs, les trotskystes, la CFTC, FO, Blanc, même jusqu'aux propres militants CGT qui auraient pu approuver du regard ou de la parole les casseurs de carreaux. Une fois tout cela dénoncé il est sûr que la CGT se trouvait mieux placée pour faire l'union. Avec qui se demandent certains sceptiques ? Mais avec la direction voyons !

... et qui

## LES CONSEQUENCES DU MOUCHARDAGE

A la suite du débrayage contre les licenciements du 3 Novembre ou quelques carreaux ont été cassés, la direction affiche le lendemain l'avis 2140 où elle menace le personnel de ses représailles et dit avoir déposé plainte devant les tribunaux. A la suite de quoi, le samedi 5 Novembre à 14 heures à la prise du travail de l'équipe du soir, trois ouvriers non licenciés sont arrêtés dans un café proche de l'usine. La police, après un interrogatoire sommaire où bien sur, elle leur a demandé de dénoncer ceux qu'ils auraient pu voir casser les vitres, les a relâchés. Pour eux cela s'est soldé par la perte d'une journée de travail.

Jeudi Blanc et Humeau ont été convoqués à la direction devant les représentants syndicaux. Les membres de la CGT ont refusé de venir et pour cause. Blanc a été licencié pour avoir dit à un gardien : " que les ouvriers n'avaient pas assez cassé de matériel ". Humeau a une mise à pied illimitée, qui prendra effet au mois de Janvier vu que son ancien mandat de délégué le protège encore six mois. Motif : " il s'est introduit dans la cour de la direction par une porte fracturée par les ouvriers ".

Il est certain que si la direction a pris des mesures exemplaires c'est parce qu'elle s'est sentie soutenue par la CGT. Au Mans par exemple, elle ne l'avait pas fait, bien que les actes de violence des ouvriers aient été plus conséquents. La direction a suivi les conseils de la CGT et a frappé parmi les éléments que cette dernière a dénoncés.

~~Quelle que soit l'opinion des ouvriers licenciés, nous pensons que leur licenciement par la direction est un coup porté à tous les travailleurs et nous devons leur être solidaires.~~

Quand les énervés soulageront-ils enfin leur colère contre les mouchards ? Peut-être ces derniers comprendront-ils alors que les ouvriers en ont marre de leurs gueules et des défilés de mi-carême à travers les rues de Billancourt, dans l'ordre et la dignité.

-----  
CAMARADE ! FAIS CIRCULER CETTE TRIBUNE, ELLE EST TA TRIBUNE.

CAMARADE, AIDE-NOUS, FAIS-NOUS PART DE TES REFLEXIONS, DE TES CRITIQUES,  
DE TES SUGGESTIONS.

CAMARADE, DIFFUSE TRIBUNÉ OUVRIERE PARTOUT OU TU LE PEUX.

SOUTIENS-NOUS DANS LA MESURE DE TES MOYENS.

-----